

## DÉCLARATION LIMINAIRE CDEN du 27 novembre 2025

*Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,*

Comme chaque année, les organisations syndicales représentatives ont déjà exposé avec précision les difficultés rencontrées par les personnels de l'Éducation nationale, mais il nous paraît indispensable, malgré ce constat partagé, de revenir sur les orientations gouvernementales récentes qui confirment une trajectoire préoccupante, marquée par un désengagement constant de l'État, et par une dégradation continue des conditions d'exercice dans les écoles.

Depuis plusieurs mois, les annonces du ministère se succèdent et traduisent une logique budgétaire d'austérité pour les services publics, logique qui, appliquée au champ éducatif, fragilise un système déjà mis à rude épreuve, comme en témoigne la suppression annoncée de 4 000 postes dans le projet de budget 2026, mesure dont l'ampleur interroge profondément, alors même que les personnels alertent depuis des années sur la surcharge de travail, la complexité croissante des missions, la difficulté à assurer les remplacements et la nécessité d'un accompagnement renforcé des élèves les plus vulnérables.

Cette décision paraît d'autant plus paradoxale que, malgré la succession rapide de ministres, dont les mandats sont devenus si courts qu'ils ne permettent même plus une appropriation sérieuse des dossiers, chaque titulaire du portefeuille continue d'affirmer que l'École constituerait « *la priorité du gouvernement* ». Cette formule, répétée à l'envi, finit par perdre tout sens lorsqu'elle s'accompagne de signaux contraires, au point que l'on pourrait craindre qu'un jour l'École elle-même soit reléguée au second plan.

L'exemple de l'école inclusive illustre particulièrement ce décalage entre les discours et la réalité, puisque, malgré son statut affiché de priorité nationale, les conditions d'emploi et de travail de celles et ceux qui en assurent la mise en œuvre quotidienne, notamment les AESH, ne cessent de se dégrader, entre revalorisations inexistantes, temps incomplets imposés, mutualisations croissantes, injonctions de plus en plus nombreuses et reconnaissance professionnelle quasi absente, ce qui rend parfaitement illusoire l'ambition d'une école inclusive soutenable et de qualité, lorsque les personnels en première ligne auprès des élèves les plus fragiles sont, année après année, précarisés et invisibilisés.

La CFDT Education, Formation, Recherches Publiques rappelle que ces métiers, très majoritairement féminins, subissent de plein fouet les conséquences de ces choix politiques, aggravant encore des inégalités déjà bien établies, et révélant ainsi que les annonces ministérielles, dépourvues de moyens humains et financiers, ne suffisent pas à répondre à l'ampleur des besoins.

Parallèlement, l'école primaire traverse une crise profonde, nourrie par des années de sous-investissement et par une absence persistante de vision politique durable, crise dont les effets se mesurent chaque jour dans l'augmentation de la charge de travail des professeur·es des écoles, dans la dégradation de leurs conditions d'exercice, dans l'érosion continue de leur pouvoir d'achat, dans l'inadéquation croissante d'une prime de logement désormais totalement déconnectée des réalités du marché locatif parisien, l'insuffisance des remplacements, la multiplication des tâches administratives et la persistance d'injonctions contradictoires, autant d'éléments qui contribuent à une perte de sens et à un sentiment d'abandon largement partagé.

Dans une période où la question de la santé mentale est une priorité nationale, l'absence d'une véritable politique de santé au travail, conjuguée à une prévention très insuffisante, accentue encore cette fragilisation et participe d'un climat professionnel marqué par l'épuisement, le découragement et la difficulté à se projeter, ce qui ne peut qu'affecter l'attractivité des métiers, la stabilité des équipes et la qualité du service public d'éducation. Rappelons que 22% des enseignants démissionnent dès la 1ere année d'exercice.

Ainsi, l'ensemble de ces éléments (austérité budgétaire persistante, absence de vision pérenne, dégradation des conditions de travail, précarisation des personnels les plus exposés, effritement du pouvoir d'achat, surcharge administrative, instabilité ministérielle et désorganisation structurelle des services) compose un paysage préoccupant qui fragilise durablement l'École de la République et mine la capacité collective à construire une institution ambitieuse, émancipatrice et inclusive, capable de répondre aux enjeux sociaux, éducatifs et démocratiques du pays.

La CFDT Éducation Formation Recherche Publiques Paris vous remercie de l'attention portée à ses analyses et de l'intérêt que vous porterez aux revendications des personnels qu'elle représente.